



CNT-FTE

Bourse du Travail - 11 RUE GUENIN
93200 SAINT DENIS
fede-educ@cnt-f.org
www.cnt-f.org/ite

FEDERATION DES TRAVAILLEURS-EUSES DE L'EDUCATION

- 20 novembre 2007 - Grève massive et unitaire

SUPPRESSION DE POSTES
TEMPS DE COTISATION
RETRAITES
PRECARITE EN HAUSSE
FRANCHISE MEDICALE
SARKOZISME



Négociateur tue
et peut provoquer l'impuissance

Ni privé, ni d'état : Services publics autogérés !

Les services en question ne sont pas publics, et ce pour de multiples raisons. Tout d'abord, pour un certain nombre d'entre eux, leur accès est encore réservé aux seuls détenteurs de liquidités. D'autre part, 'public' impliquerait un choix du peuple, or il n'en est rien, citons pour exemple la décision du gouvernement de pérenniser l'énergie nucléaire de fission sans aucune consultation. Aussi, comment qualifier de publiques des structures qui confient une grande partie de leurs activités à des officines privées (nettoyage, sécurité, logistique...) ? Cette incursion du privé se traduit aussi par une gestion du personnel digne des fleurons du CAC 40 :

Le gouvernement et les patrons ont commencé, et ne sont pas près d'avoir fini, leurs attaques contre l'ensemble des travailleur-se-s : On peut observer, entre autre, la suppression massive de postes dans les services publics, l'augmentation du temps de travail par le rallongement de la durée de cotisations (pour tous les travailleur-se-s du privé comme du public et pas seulement pour les régimes spéciaux), l'injuste franchise médicale, la stagnation des revenus les plus bas alors que les prix flambent ... La liste est malheureusement très longue et ne s'arrête pas là.

L'écart entre les plus riches et les plus pauvres ne cesse de se creuser depuis une dizaine d'années alors qu'il s'était réduit au cours du 20^e siècle. Sarkozy, pensant certainement que les gueux n'ont que ce qu'ils méritent et sont incapables de se révolter, décide de s'octroyer une augmentation de 206,5% (primes comprises).

Il est plus que temps de réagir et de s'organiser pour défendre nos acquis sociaux. Mais nous ne devons pas nous arrêter là, sous peine d'être toujours en retard d'une bataille dans la guerre que nous mène le capital. Passons à l'offensive et commençons à construire pour cela dès aujourd'hui les germes de la société que nous voulons pour demain : égalitaire et ... libertaire.

licenciements, salaires au mérite, casse des statuts... Cette situation est le fruit du contrôle de l'État, qui légitime ces pratiques et n'assure donc nullement son 'service' mais sert plutôt les intérêts du patronat. On assiste en effet à une véritable collusion entre les différents pouvoirs, activement soutenue par les partis et syndicats co-gestionnaires. Afin de remédier à cette situation, donnons-nous les moyens de créer de véritables services publics pour toutes et tous en en reprenant le contrôle et en les gérant démocratiquement (travailleur-se-s et usagers).

Puisque personne ne travaille à notre place que personne ne décide à notre place !

Depuis 20 ans déjà, les différents gouvernements n'ont cessé de rogner sur les mécanismes de protection sociale créés au lendemain de la seconde guerre mondiale. C'est ainsi notre salaire socialisé, fruit de notre travail, qui nous est confisqué. Les cotisations patronales sont un pur produit de l'imagination des capitalistes car ce sont les travailleur-se-s qui produisent des biens et des services. Par conséquent, il leur revient de plein droit de gérer les différentes caisses de solidarité.

Travaillons tous, moins et autrement

De plus en plus d'individu-e-s sont contraint-e-s à des conditions de vie précaires (sans logis, sans papiers, chomeur-se-s, étudiant-e-s et travailleur-se-s précaires, etc.). C'est une majorité qui subit les dégradations sociales et environnementales provoquées par une société aux valeurs malsaines, gaspilleuse, compétitive, capitaliste. Et c'est une petite minorité qui en profite et qui n'a aucun intérêt à montrer les limites du système qu'ils ont imposé.

Contre la précarité sociale et environnementale il nous revient de partager le travail et ses revenus, et de réorienter celui-ci vers des activités socialement utiles et environnementalement protectrices.

Nous devons réclamer la création d'une caisse unique (sécurité sociale, retraite, assurance chômage) pour tous les travailleur-se-s (salarié-e-s ou non) gérée directement par les travailleurs (avec des mandats courts, révocables et non cumulables). Nous en profiterions pour revenir aux 37,5 années de cotisations pour toutes et tous, voir une évolution vers les 35 années ou encore une cessation progressive d'activités qui permettraient aux plus ancien-ne-s de faire profiter aux plus jeunes de leur expériences dans des conditions de travail adaptées à leurs conditions physiques. Ce qui s'inscrirait dans la continuité de l'évolution sociale, interrompue à la fin du siècle dernier.

Dans l'immédiat nous, syndiqués de la Confédération Nationale du Travail, demandons une réduction du temps de travail, la titularisation de tous les précaires, la régularisation de tous les sans papiers, un logement décent pour chacun-e et une augmentation de salaires inversement proportionnel à la hauteur de ceux-ci, afin d'avancer vers l'égalité des revenus.

Nous sommes conscients que nous n'obtiendrons rien de cela avec une journée de grève. C'est pourquoi nous proposons dès aujourd'hui de voter la grève reconductible pour construire la grève générale illimitée et expropriatrice. Ceci ne pourra se faire que grâce à un rassemblement de tous ceux et toutes celles qui luttent pour leur dignité : travailleur-se-s en grève, précaires organisés, étudiants, collectifs de sans papiers, ...



LRU : la mobilisation dans les facs

- L'analyse de la loi
- L'état de la mobilisation fac par fac
- Les tracts, les communiqués et les outils de luttes

sur : <http://www.cnt-f.org/fte/>

La CNT c'est quoi ?

Un syndicat ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois les champs économique, politique, social et culturel.

Un syndicat de combat : Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

Un syndicat autogestionnaire : Parce que les décisions doivent être prises à la base.

Un syndicat solidaire : Parce que les hiérarchies s'opposent à une société égalitaire et autogérée.

Un syndicat anticapitaliste : Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons alors les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme doit être porteur d'un projet de changement... Un projet révolutionnaire.

Bulletin d'abonnement à N'AUTRE école La revue pédagogique de la CNT-FTE

Nom et prénom :

Adresse :

Code Postal : _____ Ville :

15 € pour 5 numéros ou 30 € pour 10 numéros / soutien : 20 € ou 40 €
précaires, étudiants, chômeurs, prisonniers : 10 €

Les chèques sont à renvoyer à l'ordre de CNT à CNT-FTE, 33 rue des
Vignoles 75020 Paris en mentionnant au dos 'revue fédérale'